

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Malaises identitaires. Échanges féministes autour d'un Québec incertain sous la direction de Diane Lamoureux, Chantal Maillé et Micheline de Sève, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1999, 204 p.

par Micheline Dumont

Politique et Sociétés, vol. 20, n°2-3, 2001, p. 263-266.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040295ar>

DOI: 10.7202/040295ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Malaises identitaires. Échanges féministes autour d'un Québec incertain
sous la direction de Diane Lamoureux, Chantal Maillé et Micheline de Sève,
Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1999, 204 p.

«En questionnant les entrelacements du nationalisme et du féminisme, les auteures veulent [...] signifier que le féminisme n'est pas qu'une pensée sur/pour les femmes, mais un point d'entrée dans l'universel. C'est pourquoi une réflexion contemporaine sur la citoyenneté ne saurait faire l'économie du genre», indique le communiqué qui a accompagné le lancement de cet ouvrage. Celui-ci paraît dans une conjoncture de remise en question et permet d'entrevoir des idées enfin différentes sur le débat collectif. *Le Devoir* a

pris l'initiative, à l'été de 1999, de relancer les discussions sur la question nationale et les processus identitaires. On multiplie les colloques sur cette thématique. Nous assistons en ce moment à une tentative d'élargir ou de reconstruire la mémoire collective et de la rendre plus inclusive. Dans certains cas, par exemple chez Gérard Bouchard, cette tentative se résume le plus souvent à introduire quelque part dans l'exposé, une petite liste qui se lit comme suit : les autochtones, les immigrants, les femmes. Que les autochtones ne fassent pas partie de la mémoire collective, de même que les immigrants, cela n'est pas difficile à démontrer. Mais les femmes ? Ce mot, disposé dans une énumération si courte, n'est-il pas la preuve que cette mémoire est masculine, qu'on a assimilé la société québécoise (ou canadienne-française, c'est selon) à la société des hommes ? Qu'on a assimilé le masculin à l'universel ? Qu'on a accepté les conceptions androcentriques des institutions, des cadres d'analyse et des explications ? La connaissance de la mémoire collective serait donc hémiplegique ? Or, qu'on le veuille ou non, les femmes d'ici se sont toujours senties partie prenante de la nation et de la mémoire.

C'est ce qu'affirment d'entrée de jeu les responsables de cet ouvrage collectif, quand elles relèvent que « plusieurs d'entre nous, intellectuelles féministes [...] tenions pour acquise la convergence entre le féminisme et le projet de création d'un État souverain pour le Québec ». Cette affirmation n'est certes pas généralisable : on trouve des féministes non souverainistes et au moment du référendum de 1980, les oratrices des rassemblements des « Yvettes » pouvaient même donner même l'impression qu'au Québec, les féministes étaient fédéralistes... Mais le propos de cet ouvrage consiste à examiner, sur un plan théorique, les fondements intellectuels de la nation et de l'identité collective à partir de la perspective féministe.

L'introduction propose d'abord un bilan sommaire du mouvement féministe au Québec. Sommaire parce rédigé sans références précises et complètes sur les étapes du mouvement des femmes. L'expression « Au début des années 1970 » (p. 14) laisse dans l'ombre le militantisme de la Fédération des femmes du Québec à partir de 1965 et l'action du Front de libération des femmes du Québec à partir de 1969. La « critique de l'égalitarisme émancipateur » a certes existé dans plusieurs groupes, mais cette critique n'a pas rassemblé la majorité des femmes. On pourrait aussi poser l'hypothèse que la présence du féminisme autoproclamé « radical » a permis aux revendications des féministes soi-disant modérées d'être acceptées par la majorité. Cette histoire est trop brève et trop récente pour qu'elle soit déjà enfermée dans un carcan explicatif qui ne tienne pas compte de tous les éléments.

Ces critiques étant formulées, on doit convenir que la présentation des analyses du féminisme « radical » est intéressante (p. 15-18), de même que la critique du tournant actuel du projet national, coincé dans les impératifs de la mondialisation (p. 18-19). « Dans un tel contexte, la revitalisation d'une pensée critique nous paraît impérative et c'est dans cette perspective que [les auteures ont] rassemblé les textes qui suivent » : d'abord des textes sur la place des femmes dans le projet de modernisation politique véhiculé par le

Parti Québécois (Diane Lamoureux, Katherine A. Roberts); d'autres ensuite sur la question des identités multiples (Marie-Blanche Tahon, Anne-Marie Fortier, Sherry Simon); d'autres, enfin, consacrés à l'examen des voies possibles pour intégrer la problématique de la citoyenneté des femmes à un projet politique (Chantal Maillé, Micheline de Sève). La seconde partie de l'ouvrage, qui porte sur des situations non québécoises, permet de situer plus fermement la réflexion sur un plan universel.

D. Lamoureux, dans «La posture du fils» se situe sans le cadre de l'histoire de la pensée politique. Elle montre habilement que les théories mises en place au cours de la période moderne ont permis d'exclure les femmes au nom de l'indépendance, de la responsabilité et de la raison. Elle illustre également «la prégnance de la métaphore familiale dans le discours nationaliste québécois», et tente enfin d'expliquer de quelle manière le féminisme québécois a pu s'inscrire, pour un temps, dans «un mouvement de virilisation des hommes» tout en se heurtant présentement à une «incompatibilité fondamentale». K. A. Roberts, dans «Une cohabitation fragile: nationalisme et féminisme dans l'oeuvre romanesque de Francine Noël» illustre bien que les trois romans de cette auteure permettent de comprendre de quelle manière des femmes ont tenté de s'immiscer, mais en vain, dans le débat collectif autour de la nation.

Le troisième chapitre, «Algérie: pas d'État indépendant sans la citoyenneté des femmes», donne à M.-B. Tahon l'occasion de présenter une analyse percutante de la situation algérienne, en faisant ressortir les aspects «générés» de l'inclusion des femmes dans la citoyenneté algérienne. Elle explique également «qu'il serait simplificateur d'assimiler l'islamisme à une plus grande oppression des femmes» (p. 94-96). A.-M. Fortier, dans «Actes de présence et construction de terrains d'appartenance(s)», s'intéresse aux identités multiples par le biais des pratiques d'une communauté italo-britannique de Londres. Ce chapitre permet de saisir les méandres des processus d'identité collective en évitant les poncifs du «ronron» nationaliste québécois et explore les retombées théoriques inattendues de la pensée de Benedict Anderson sur le nationalisme (voir *Imagined Communities*, publié en 1991). S. Simon, dans un texte trop bref, «L'appartenance hybride», explore les données de ce concept novateur dans l'étude d'un roman de Marie Ndiaye qui examine le quotidien d'un quartier multiethnique de Montréal. «Le régime de l'hybride nous oblige, écrit-elle, à redéfinir le rapport entre culture, identité et territoires de la citoyenneté» (p. 143). On entrevoit les possibilités théoriques de cette réflexion, mais en même temps, on voudrait interroger: «Comment cela se fera-t-il?» Les textes de cette seconde partie me semblent illustrer que la réflexion sur le nationalisme et la citoyenneté n'est recouvert que d'un mince vernis universel. La différence culturelle résiste à l'enfermement dans des explications globales et cela apparaît plus clairement lorsqu'une perspective féministe vient éclairer autrement les réalités.

Mais il ne suffit pas de critiquer la pensée androcentrique. D'autres avenues sont-elle possibles pour penser la citoyenneté, la nation, le politique? C'est l'objet de la troisième partie du livre. C. Maillé, dans

«Matériaux pour penser un Québec féministe post-moderne», fait la revue des théories qui ont été proposées récemment pour sortir du dilemme de la postmodernité, qui caractériserait le début du millénaire. Je n'aime pas beaucoup le recours à la notion de postmodernité pour décrire les désarrois contemporains car c'est une notion fourre-tout qui me semble nommer sans expliquer. Néanmoins, c'est le point de départ, incontournable sans doute, du texte de C. Maillé qui tente d'appliquer à la situation québécoise les diverses théories qui ont été proposées récemment dans le sillage de la déconstruction postmoderne: le nomadisme théorique de Rosi Braidotti (1994), l'ambivalence et le sujet décentré de Inderpal Grewal et Karen Kaplan (1994), les propositions de Mira Yuval-Davis (1989 et 1998) pour sortir des impasses actuelles en faisant appel aux coalitions variées (Messieurs les lecteurs, vous devez ajouter ces ouvrages à vos listes de lecture!). C. Maillé fait voir comment diverses théoriciennes accusent le nationalisme d'être une entreprise mâle alors que d'autres estiment qu'il est possible pour les féministes de «reconnaître les flux culturels transnationaux» et de penser un féminisme plus solidaire. On pressent que tous les ouvrages cités, qui sont très rapidement résumés dans ce chapitre, théorisent aux confins de l'utopie mais aussi qu'ils remettent en question le projet national du Québec. Une citation de Bernard Landry (p. 151) illustre bien que les présupposés actuels sont à des années lumière de la déconstruction opérée par les théoriciennes féministes. Le projet féministe nationaliste est-il possible?

M. de Sève semble penser que oui dans le dernier chapitre qui clôt l'ouvrage. «Les identités québécoises et leur identité civique» résume à grands traits les données de l'accès des femmes à la citoyenneté et les bouleversements de l'analyse traditionnelle qu'a entraînés la perspective féministe. S'il a été relativement simple de démontrer le caractère socialement construit de la différence sexuelle, le genre, le rapport social des sexes «s'avère profondément résistant» (p. 174). M. de Sève critique tour à tour les stratégies de la parité politique, de l'utopique sororité et plaide pour l'ouverture à la pluralité. «Inventer un modèle de citoyenneté différenciée, qui ramène la pluralité au cœur des discussions politiques sans pour autant provoquer la paralysie d'une société divisée en autant de ghettos retranchés sur leurs différences respectives d'ethnie, de classe ou de genre constitue un défi majeur. Le *comment* n'est certes pas évident» (p.184). Mais ne faut-il pas commencer par réfléchir?

Cet ouvrage est une invitation pressante à élargir les débats actuels en tenant compte des perspectives proposées par les théoriciennes féministes. Pour paraphraser la conclusion de K. A. Roberts (p. 76), on peut demander: «Les méditations identitaires [des femmes peuvent-elles] être vues comme une première tentative de se libérer du piège de la *différence* dont il faut sortir pour construire un Québec féminin pluriel?»

Micheline Dumont
Université de Sherbrooke